

LA DIPLOMATIE FRANÇAISE FACE À LA CRISE ROYALE EN HONGRIE (1921)¹

Christophe HOHWALD

Dès le 3 avril 1920, date de sa première visite au régent Horthy, le représentant diplomatique de la France en Hongrie, Maurice Fouchet, confiait à son ministère qu'il considérait une restauration royale comme « inévitable », ajoutant qu'elle se produirait peut-être plus tôt qu'on ne le croyait².

Après révolution et contre-révolution, la Hongrie était en effet le seul État successeur de l'empire austro-hongrois à avoir restauré le régime d'avant 1918 : les élections de janvier 1920 avaient fait entrer une majorité de députés monarchistes à l'Assemblée nationale et ceux-ci avaient considéré comme nulle et non avenue la proclamation de la République du 16 novembre 1918. La Hongrie restait un royaume, le pouvoir royal étant simplement en repos. La fonction de chef de l'État fut alors confiée à un régent (*Kormányzó*)³.

Au-delà de la mise au point puis de l'application du traité de paix, la question royale hongroise fut dans les années 1919–1921 l'une des principales préoccupations des diplomates de l'Entente dans leurs relations avec la Hongrie, ceci étant avant tout vrai – nous verrons pourquoi – pour les diplomates français. Les archives du ministère des Affaires étrangères trahissent en effet l'importance de cette question pour les diplomates non seulement il existe un dossier entièrement consacré aux questions dynastiques hongroises⁴, mais les dossiers de « politique intérieure », après s'être longuement intéressés aux problèmes liés au traité, à sa signature et à son application, sont ensuite essentiellement composés de dépêches et de télégrammes concernant la question royale, ceci allant *crescendo* d'août-septembre 1920 à la veille de la première tentative de restauration, en mars 1921.

¹ Cet article est issu d'un mémoire de maîtrise réalisé lors de l'année universitaire 2001–2002 sous la direction de M. Vladimir-Claude Fišera, maître de conférences à l'université de Strasbourg-II. Il a déjà fait l'objet d'une publication dans la *Revue historique des Armées*, 251, Paris, 2008.

² *Archives Diplomatiques*. Europe 1918–40. Hongrie volume 46. ff. 136–137 [par la suite : *AD*. Europe 1918–40. Hongrie vol. 46. ff. 136–137], dépêche de Fouchet à Millerand, 3 avril 1920, cité dans *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates 1918–1932*, volume 2 [par la suite : *DDFHBC* № 2], p. 481–482.

³ C'est-à-dire littéralement « gouverneur » et non pas « régent ». Même le diplomate français en place après mars 1920 hésita longtemps dans ses rapports entre les deux termes. Les historiens utilisant néanmoins le plus souvent l'appellation de « régent », c'est ainsi que je me suis permis de traduire *Kormányzó* tout au long de l'article.

⁴ *AD*. Europe 1918–40. Hongrie vol. 6.

Cet intérêt de la part des diplomates n'est pas dû à une quelconque volonté d'ingérence dans le choix de la personne royale⁵, mais plutôt au fait que le royaume avait encore un roi couronné, un roi qui, par une déclaration du 13 novembre 1918 avait certes renoncé à toute participation à la direction des affaires de l'État hongrois, mais qui n'avait pas abdiqué, et surtout un roi dont le retour aurait provoqué de nombreux remous dans la nouvelle Europe centrale issue des traités de paix : Charles de Habsbourg, ancien souverain de l'empire austro-hongrois (1916–1918).

L'Entente avait fait connaître sa position face à un retour de la famille des Habsbourg à Budapest dès 1919. Lorsque la contre-révolution victorieuse avait porté le 6 août 1919 archiduc Joseph⁶ à la tête de l'État, celui-ci ne put en effet pas conserver longtemps son titre de régent : face au tollé qu'avait provoqué en Europe centrale sa nomination, il fut contraint par les Alliés à démissionner dix-sept jours après son entrée en fonction. Face aux intrigues de ce même archiduc Joseph, l'Entente, à travers la Conférence des ambassadeurs (et sur proposition de la Grande-Bretagne)⁷, avait réitéré son opposition à la dynastie des Habsbourg par sa déclaration du 2 février 1920, une déclaration dont le passage principal était qu'elle ne reconnaîtrait ni ne tolérerait la restauration d'un Habsbourg sur le trône hongrois⁸.

Les deux crises politiques que connut l'année 1921 en Hongrie mirent fin à la polémique concernant le retour d'un Habsbourg à Budapest, crises durant lesquelles la France et sa diplomatie se retrouvèrent au premier rang et qui, une fois terminées, achevèrent de donner sa place à la Hongrie dans le nouvel ordre géopolitique de l'Europe centrale.

La première tentative de restauration (25 mars–6 avril 1921)

La France disposait à nouveau depuis mars 1920 d'un représentant diplomatique à Budapest. Celui-ci avait été nommé Haut-commissaire à l'instar de ses collègues de l'Entente, chargé avant tout de la reprise des relations diplomatiques avec un ancien vaincu et de lui faire accepter le traité de paix.

⁵ Il existait au parlement une importante fraction partisane de l'élection du roi. Selon T. SAKMYSTER (1994 : 85), les partisans d'une telle élection étaient même majoritaires dans la population.

⁶ Représentant de ligne hongroise des Habsbourg, c'est-à-dire de la branche de la famille impériale qui avait exercé la fonction de Palatin du royaume de Hongrie de 1795 à 1848, il avait été le dernier représentant du pouvoir royal dans le pays en novembre 1918.

⁷ La Conférence de la paix avait créé la Conférence des ambassadeurs pour qu'elle réalise les décisions qu'elle avait prises et qu'elle n'avait pas eu le temps de réaliser. Comme les États-Unis s'étaient retirés des affaires européennes et n'avaient pas signé les traités de paix, la Conférence n'était composée que des ambassadeurs britannique et italien à Paris et d'un fonctionnaire du Quai d'Orsay de rang d'ambassadeur.

⁸ *AD. Europe 1918–40. Hongrie* vol.6. ff. 43–44, déclaration de la Conférence des ambassadeurs du 2 février 1920, télégramme pour Vienne, Prague, Belgrade et Bucarest, 2 février 1920.

Né en 1873 à Paris, licencié ès lettres et en droit, Maurice Fouchet était entré aux Affaires étrangères en 1896 comme stagiaire à la direction des Archives avant de gravir régulièrement les échelons de la carrière⁹. Ce n'est pas lui que le ministère avait tout d'abord pressenti pour occuper ce poste à Budapest, mais Jean Doulcet, le ministre en poste à Christiania (aujourd'hui Oslo), celui-ci ne partit cependant pas pour la capitale hongroise et ce, pour des « raisons de service¹⁰ ».

Les instructions rédigées pour le nouveau poste de Haut-commissaire reprirent, en ce qui concernait la question royale, la déclaration de la Conférence des Ambassadeurs du 2 février 1920, déclaration qui semblait être devenue une référence pour la diplomatie française¹¹.

Briand, redevenu ministre des Affaires étrangères se cantonna à cette même position dans ses instructions du 18 février 1921, demandant au Haut-commissaire Fouchet de s'« abstenir soigneusement de paraître en quoi que ce soit favoriser les visées présentes ou futures des monarchistes hongrois, surtout si elles ont pour objet le rétablissement de la royauté en faveur d'un Habsbourg¹². »

C'est le 28 mars 1921 que les Hauts-commissaires alliés apprirent que le roi était revenu sur le territoire hongrois : arrivé dans le plus grand secret à Szombathely, dans l'ouest du pays, le 26 mars, Charles de Habsbourg était parti pour la capitale le 27 afin d'y rencontrer le régent et de lui demander de lui remettre le pouvoir. Après plus de deux heures d'entretien, le roi était reparti pour Szombathely.

Les représentants diplomatiques de l'Entente décidèrent d'envoyer leur doyen, le Haut-commissaire britannique, sir Thomas Hohler, au château de Buda afin de « rappeler amicalement [au régent] la décision des Alliés concernant la restauration des Habsbourg ». Si le régent devait se montrer hésitant ou pencher en faveur d'une remise du pouvoir au roi, une deuxième visite était prévue, mais cette fois-ci ce seraient les trois Hauts-Commissaires qui monteraient ensemble au château.

Cette dernière démarche ne fut pas nécessaire : dès que Hohler pénétra dans son bureau, Horthy lui fit savoir qu'il devait s'adresser à son homologue français.

⁹ AD. Dossiers personnels. 2^e série, № 627, dossier personnel de Fouchet.

¹⁰ C'est ce qui fut expliqué à son successeur. AD. Europe 1918-40. Hongrie vol.3, dépêche de Paléologue à Fouchet, 20 mars 1920.

¹¹ AD. Europe 1918-40. Hongrie vol. 46. ff.120-124, Millerand à Doulcet, 6 mars 1920, cité dans DDFHBC № 2, p. 405-407.

¹² AD. Europe 1918-40. Hongrie vol. 60. f.195.

Après que Fouchet eut remplacé Hohler chez le régent, Horthy, « très ému¹³ », lui décrivit les événements de la veille : la venue – totalement inattendue – du souverain, sa volonté de reprendre le pouvoir, puis, finalement, après maintes négociations, sa promesse de retourner en Suisse, alors qu'il refusait maintenant de quitter Szombathely... Horthy n'oublia bien sûr pas la principale raison pour laquelle il faisait à Fouchet l'honneur de le recevoir : le roi avait déclaré agir avec le consentement de Briand, raison pour laquelle il s'obstinait d'autant plus à rester en Hongrie.

Assurant n'avoir accordé aucune foi à ces propos, il demanda cependant au Haut-Commissaire de l'aider à éclairer le roi sur la position réelle de la France face à une restauration des Habsbourg.

Fouchet promit alors d'écrire « au ministre des Affaires étrangères hongrois une lettre où se trouve[rait] exposée en termes formels la politique adoptée par le Gouvernement français, d'accord avec les Gouvernements alliés en ce qui concerne la question des Habsbourg », un document basé sur la déclaration de la Conférence des ambassadeurs du 2 février 1920 et sur les instructions de Briand du 18 février 1921.

Le Haut-commissaire avait ainsi satisfait les exigences du gouvernement hongrois. Il était néanmoins beaucoup moins sûr de lui face au Quai d'Orsay : Charles de Habsbourg était venu à Budapest le 27 mars, les Hauts-commissaires s'étaient réunis le 28, Fouchet avait été convoqué par le régent le même jour, mais Fouchet n'envoya ses premiers télégrammes concernant la tentative de restauration royale que dans l'après-midi du 29 et le Quai d'Orsay ne les reçut que le 30 dans la matinée...¹⁴

Wait and see, c'est ainsi que l'on pourrait résumer l'attitude de Fouchet face à Briand pendant les premiers jours de la crise : et si le roi avait dit vrai ?

La réaction du Quai d'Orsay partit le soir même à destination de tous les représentants français en Europe, celle-ci constituant la réponse de Briand aux insinuations qu'avaient faites le roi concernant un soutien français à la tentative de restauration.

¹³ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 34. ff. 70–78, dépêche de Fouchet à Briand, 4 avril 1921, cité dans DDFHBC № 3, p. 314–319, une dépêche dans laquelle Fouchet a fait le point sur les événements survenus en Hongrie depuis le 26 mars.

¹⁴ Tous les éléments de cette sous-partie (sauf quand cela est précisé) sont issus des premiers télégrammes de Fouchet concernant la tentative royale : AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 33. ff. 135–139, télégrammes (№ 65, 66, 67 et 68) de Fouchet à Briand, 29 mars 1921, cités dans DDFHBC № 3, p. 304–306. Ces quatre télégrammes semblent avoir été rédigés la veille (il y a ainsi une coupure lorsque Horthy fait convoquer Fouchet, coupure introduite par la phrase : « Le gouverneur du Royaume vient de me demander »). Le Haut-commissaire aurait ainsi bloqué l'envoi de ces télégrammes de la soirée du 28 (au moment où a lieu la rencontre Fouchet-Horthy) à l'après-midi du 29 (heure de départ des télégrammes : quatorze heures et quinze heures).

Le télégramme du ministre se terminait par ces mots : « L'allusion à un consentement que j'aurais donné à la restauration de l'empereur Charles est entièrement inventée et ne repose pas sur le moindre fondement¹⁵. »

Et Briand n'en resta pas là : d'accord avec les diplomaties anglaise et italienne, il fit réunir la Conférence des ambassadeurs le 1^{er} avril et y proposa par l'intermédiaire de son président, Jules Cambon, une nouvelle déclaration s'opposant à toute restauration des Habsbourg en Hongrie, affirmant que cela « mettrait en péril les bases mêmes de la paix et (...) ne pourrait être ni reconnu par [les Principales Puissances Alliées] ni toléré¹⁶ ».

Prolongeant cet excès de zèle français, après une courte introduction rédigée par Fouchet¹⁷, les Hauts-Commissaires – leur collègue français en tête – allèrent apporter ce texte le matin du 3 avril au gouvernement hongrois¹⁸.

Ces démarches françaises étaient nécessaires : les représentants français en poste dans les capitales des pays voisins de la Hongrie avaient rendu compte de l'émoi qu'avait suscité le retour du souverain Habsbourg sur ses anciens territoires. La Tchécoslovaquie, alliée au royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avait demandé le départ du roi ainsi que le détronement officiel de la dynastie des Habsbourg en Hongrie, et Edvard Beneš, ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, envisageait de prendre des mesures militaires contre son voisin si ses exigences n'étaient pas satisfaites¹⁹.

La nouvelle déclaration de la Conférence des Ambassadeurs ne suffit cependant pas à mettre fin à la crise : le roi était toujours présent sur le territoire hongrois. Dans son télégramme du 2 avril, Fouchet faisait d'ailleurs savoir à Briand que Charles de Habsbourg avait demandé le diplomate français à Szombathely et que le gouvernement hongrois le priait de s'y rendre pour désamorcer une crise que l'obstination du roi rendait tous les jours plus dangereuse.

Refusant cette démarche qui « risquerait d'être nuisible » à la France dans l'opinion hongroise, le Haut-Commissaire allait se risquer – pour hâter la fin de

¹⁵ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 33. ff. 159–161, Briand aux représentants diplomatiques de la France, 30 mars 1921, cité dans *DDFHBC*, N° 3, p. 308–309. M. ÁDÁM (1993 : 131–132) considère que le démenti du Quai d'Orsay vient bien tard (le 30 mars, alors que l'entrevue Fouchet-Horthy avait eu lieu le 28) et y voit là une preuve du soutien de Briand au roi Charles. Nous avons cependant vu que ce retard n'était probablement dû qu'à l'hésitation de Fouchet, dont les premiers télégrammes n'arrivèrent que tôt dans la matinée du 30 (à quatre et cinq heures) à Paris. Le démenti du ministère n'est donc pas parti avec deux jours de retard, mais le jour même où les informations de son représentant à Budapest lui sont arrivées.

¹⁶ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 33. f. 209, déclaration de la Conférence des ambassadeurs, 1^{er} avril 1921. Pour le texte complet, voir annexe II, p. 158.

¹⁷ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 34. ff. 110–113, dépêche de Fouchet à Briand, 6 avril 1921.

¹⁸ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 34. f. 30, télégramme de Fouchet à Briand, 3 avril 1921.

¹⁹ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 33. ff. 151–152, télégrammes de Couget à Briand, 30 et 31 mars 1921.

l'affaire et convaincre une fois pour toutes le souverain Habsbourg – à demander un « démenti formel » dont Briand serait personnellement l'auteur²⁰.

Alors que les télégrammes partis du Quai d'Orsay depuis le début de la crise, destinés à bien clarifier la position du gouvernement français face à la tentative royale, avaient été adressés aux représentants diplomatiques de la France en général, le Département entra cette fois-ci directement en contact avec le Haut-commissaire : le télégramme dans lequel Fouchet demandait un démenti formel de son ministre était arrivé à Paris le 2 avril dans la soirée et dès le lendemain la réponse du ministre partait avec la mention « très urgent ».

Tout en lui rappelant qu'il ne lui autorisait aucune visite personnelle à l'ex-empereur, le ministre sermonna son représentant et lui fit remarquer que ses déclarations avaient dû « avoir manqué de force et de netteté puisque l'on demande une confirmation personnelle de ma part, qui ne se justifie par aucune considération, car l'attitude du Gouvernement français n'a jamais été ni douteuse ni équivoque²¹. »

La crise ne se dénoua que le 5 avril, lorsque le roi quitta Szombathely. La Suisse avait en effet autorisé le souverain à se réinstaller sur son territoire et l'Autriche s'était déclarée prête à le laisser passer à travers ses anciens États.

Retour du roi (20 octobre–7 novembre 1921)

Charles de Habsbourg n'en resta cependant pas là. Convaincu désormais de la duplicité de son régent, il entreprit, fin octobre, une reconquête du pouvoir au sens propre du terme. Parti à nouveau de l'ouest du pays, il marcha sur la capitale à la tête de troupes qui lui étaient restées fidèles. Celles-ci furent arrêtées aux portes de Budapest par les troupes gouvernementales le 23 octobre. La deuxième tentative de restauration ne survécut que peu de temps à cette défaite : dès le 25 octobre, le roi se trouvait aux mains du gouvernement.

Il n'était cette fois-ci plus question de soutien français et Maurice Fouchet entretint dès le début de la crise une correspondance active avec le ministère. Décrivant la situation comme étant « très désespérée²² » à la veille de la bataille décisive, il s'empressa dès la défaite royale de féliciter le gouvernement hongrois pour l'efficacité et la rapidité avec lesquelles il avait géré la situation²³.

Les voisins de la Hongrie quant à eux réagirent de manière encore plus violente que lors de la première tentative. Edvard Beneš se dit cette fois-ci décidé à « régler une fois pour toute la question hongroise » et de concert avec son allié, le royaume serbe, croate et slovène, alla jusqu'à décider la mobilisation

²⁰ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 34. f. 9, télégramme (N° 74) de Fouchet à Briand, 2 avril 1921.

²¹ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 34. f. 42, télégramme de Briand à Fouchet, 3 avril 1921.

²² AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 36. f. 168, télégramme de Fouchet à Briand, 23 octobre 1921.

²³ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 36. ff. 194–197, télégrammes de Fouchet à Briand, 24 octobre 1921, cité dans *DDFHBC* N° 3, p. 573–574.

de l'armée. Beneš exigeait « non seulement l'éloignement de Charles, mais la déchéance des Habsbourg et l'exécution intégrale du traité de Trianon, notamment de désarmement de la Hongrie et la remise [complète] du Burgenland » à l'Autriche²⁴.

Outré par ces conditions transmises au gouvernement hongrois le 29 octobre, Maurice Fouchet soutint, durant ces journées de crise, le gouvernement hongrois contre la Petite Entente, et désapprouva la politique suivie par son ministère ; sa déception se manifestant par une amertume non dénuée d'ironie dans ces télégrammes du moment²⁵.

Les pressions combinées de l'Entente et de ses alliés d'Europe centrale aboutirent au vote, le 7 novembre 1921, de la loi XLVII-1921, dite « loi de détronement » par le parlement hongrois. Celle-ci proclamait la déchéance du roi Charles et rétablissait le droit de la Nation hongroise d'élire son roi. Charles de Habsbourg fut quant à lui envoyé en exil sur l'île de Madère, où il mourut le 1^{er} avril 1922.

Position de la France

La République contre le roi. Cette position, la France, à travers sa diplomatie et son ministre des Affaires étrangères, l'a maintenue énergiquement pendant les deux tentatives de restauration royale, une position que toutes les instructions adressées au diplomate en place à Budapest laissaient présager, puisque tout comme l'ensemble des archives du Quai d'Orsay, elles ne contenaient aucune trace de soutien à Charles IV de Hongrie, bien au contraire.

En effet, malgré ce qu'ont pu écrire de nombreux témoins de l'époque partisans du roi²⁶, on ne trouve rien au Quai d'Orsay qui puisse confirmer officiellement le soutien français dont avait fait état Charles IV principalement lors de sa première tentative de restauration, la révélation de ce secret à Horthy lors de l'entrevue du 27 mars 1921 ayant eu pour seul résultat d'accroître l'opposition de la diplomatie française à la restauration royale en Hongrie.

Ferment de la Petite Entente, cette opposition à la Hongrie trop nostalgique de sa monarchie et du royaume (au sens territorial du terme) de saint Étienne, s'était manifestée par une agressivité principalement tchécoslovaque et « yougoslave » allant *crescendo* de la première à la deuxième tentative de restauration : de simples menaces à une mobilisation effective en octobre.

²⁴ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 36. ff. 172–174, télégramme de Couget à Briand, 23 octobre 1921, cité dans DDFHBC № 3, p. 564–565.

²⁵ À titre d'exemple : « Nous émettons le vœu que la déclaration précitée du Gouvernement hongrois soit estimée suffisante par la Conférence des ambassadeurs pour donner satisfaction au Gouvernement tchèque. », AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 38. ff. 129–133, télégramme de Fouchet à Briand, 6 novembre 1921, cité dans DDFHBC № 3, p. 704–706.

²⁶ Pour les raisons pour lesquelles il a été question de soutien français pour les partisans du roi, voir le passionnant petit livre de Mária ORMOS (1990) : « *Soha, amíg élek!* » *Az utolsó koronás Habsburg puccskísérletei 1921-ben* [« Jamais, tant que je vivrai ! Les tentatives de putsch du dernier Habsbourg couronné en 1921 »], Budapest, Pannónia.

Cette opposition au régime hongrois en place fut d'ailleurs trahie par le fait que la Petite Entente – à travers Beneš, véritable meneur au sein de l'alliance – était toujours entrée en jeu... trop tard.

La crise – en mars comme en octobre – s'était en effet à chaque fois terminée trop tôt pour justifier une intervention de la Petite Entente et celle-ci, gardienne de l'ordre créé par les traités de paix en Europe centrale, avait dû faire pression sur son voisin (surtout en octobre, après avoir tiré les leçons de la première tentative) pour en obtenir des garanties. C'était autant l'ennemi hongrois que le souverain Habsbourg qui était visé.

Dans la nouvelle Europe centrale issue des traités de paix, la Hongrie jouait donc le rôle d'intrus, de défenseur non pas du nouvel, mais de l'ancien ordre. Et la France l'avait déjà appris à ses dépens en 1920 lorsque Maurice Paléologue, alors secrétaire général du Quai d'Orsay avait voulu se rapprocher de la Hongrie pour en faire le pilier d'une Confédération danubienne alliée de la France : la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'étaient alors unis contre cet intrigant flirt français.

Très vite conscient de l'impossibilité (du moins à court terme) de la réalisation d'une telle confédération, le Quai d'Orsay – principalement avec Philippe Berthelot, son secrétaire général depuis le 30 septembre 1920 – s'était à nouveau tourné vers les seuls « vainqueurs » d'Europe centrale (Tchécoslovaquie, royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Roumanie), laissant à la Hongrie son statut de vaincu, de pays rejeté par les Grandes Puissances victorieuses.

Dès la fin de 1920, il n'était donc même plus question de Confédération danubienne, la France s'appuyant sur les ennemis de la Hongrie et des Habsbourg en Europe centrale et orientant sa politique dans cette partie de l'Europe grâce aux indications de ses alliés. Et cette attitude se modifia peu pendant les tentatives de restauration : préoccupée en mars-avril par son image de marque malmenée par les propos du roi, la France se garda bien de calmer les voisins de la Hongrie. Il n'y a qu'au moment où le gouvernement hongrois s'opposa de manière à la fois catégorique et efficace au retour de Charles IV au début de la deuxième crise, fin octobre, que la diplomatie française, satisfaite de la conduite hongroise, modifia quelque peu sa politique. Un écart qui ne survécut cependant pas à l'appel de la Petite Entente et si le Haut-commissaire en place à Budapest avait voulu poursuivre cette politique plus indulgente vis-à-vis de la Hongrie, il fit très vite les frais de ses initiatives : essuyant une nouvelle colère de son ministre, il justifia sa conduite dans un télégramme au ministère du 8 novembre²⁷, avant de devoir quitter Budapest le 17. Il avait été décidé qu'il était temps que Jean Doulcet²⁸, pressenti pour le poste de Budapest lors de sa création en mars 1920, rejoignît enfin sa nouvelle affectation.

²⁷ AD. Europe 1918–40. Hongrie vol. 38. ff. 141–142, télégramme de Fouchet à Briand, reçu le 8 novembre 1921, cité dans *DDFHBC* № 3, p. 707–708.

²⁸ Voir note 10.

La Hongrie devait rester l'ancienne « amie de l'ennemi²⁹ » (allemand) de la France, ou plutôt, dans l'Europe centrale d'après 1918, l'ennemie des amis de la France.

Un retour de Charles de Habsbourg à Budapest était donc tout aussi absent, en 1921, des plans du Quai d'Orsay en ce qui concernait l'organisation de l'Europe centrale que l'était un projet de Confédération danubienne, et fut combattu par la diplomatie française dès que le danger d'une restauration apparut en Hongrie.

BIBLIOGRAPHIE

- ÁDÁM Magda (1993) : *The Little Entente and Europe (1920–1929)*. Budapest, Akadémiai Kiadó.
- ÁDÁM Magda, LITVÁN György et ORMOS Mária (1993–1999) : *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates 1918–1932*. Budapest, Akadémiai, Kiadó.
- BOGDAN Henry (1979) : « La question royale en Hongrie au lendemain de la Première Guerre mondiale », in *Cahiers de l'Institut de recherche de l'Europe centrale* 7, Louvain.
- BOROVICZÉNY Aladár von (1924) : *Der König und sein Reichsverweser*. München, Verlag für Kulturpolitik.
- HORTHY de NAGYBÁNYA Miklós (1954) : *Mémoires*. Paris, Hachette.
- LEHÁR Anton (1973) : *Erinnerungen – Gegenrevolution und Restaurationsversuche in Ungarn 1918–1921*. München, Oldenbourg Verlag.
- ORMOS Mária (1990) : « Soha, amig élek ! » *Az utolsó koronás Habsburg puccskísérletei 1921-ben*. Budapest, Pannónia.
- ROMSICS Ignác (1995) : *István Bethlen : A Great Conservative Statesman of Hungary, 1874–1946*. New York, Columbia University Press.
- SAKMYSTER Thomas (1994) : *Hungary's Admiral on Horseback – Miklós Horthy, 1918–1944*. New York, Columbia University Press.
- WERKMANN Karl (1924) : *Aus Kaiser Karls Nachlaß*. München, Verlag für Kulturpolitik.

²⁹ D'après le titre de l'article de FIŠERA, Vladimír Claude (1994) « L'amie de notre ennemi ? – Attitudes françaises envers la Hongrie et ses voisins slaves (1870–1938) », *Cahier d'Études Hongroises* 6, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.